



Le Piment Rouge

Bulletin de la section LCR de Massy - Nov. 2005

Solidarité pour l'urgence sociale et démocratique

Alors que la révolte des jeunes des quartiers populaires et des cités, après avoir gagné les villes de province, semblait retomber, le gouvernement vient de franchir un nouveau pas dans l'escalade des provocations. Il a prolongé l'état d'urgence de trois mois et annoncé que les CRS resteraient dans les cités. Le gouvernement continue sa politique du pire. Après avoir mis le feu aux poudres, il entretient délibérément les tensions. C'est la mort à Clichy de deux jeunes qui s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF pour fuir la police alors qu'ils n'avaient rien fait de répréhensible qui a provoqué la révolte. Le terrain en avait été préparé par les insultes de Sarkozy parlant entre autres de " *racaille* ". Après trente ans de régression sociale organisée par tous les gouvernements qui se sont succédés la situation était explosive.

Le recul social explose

Chirac, Villepin, Sarkozy essaient de masquer leur responsabilité en profitant du désarroi de la population face à l'explosion de violence qu'ils ont eux-mêmes provoquée. Ils se présentent comme les garants de " *l'ordre républicain* " et voudraient avoir le soutien de la population pour imposer leur propre violence policière contre les jeunes, mais aussi pour intimider les classes populaires dans leur ensemble. Mais c'est bien leur politique qui a créé une situation qui ne pouvait qu'exploser, tôt ou tard. Le chômage, la pauvreté, la dégradation des conditions de logement, de vie dans les quartiers populaires transformés en ghetto, avec en prime les contrôles policiers au faciès, le mépris, les provocations, sont les véritables causes de la révolte des jeunes. La répression ne peut qu'aggraver les choses.

Non à la répression

Chirac, Villepin, Sarkozy parlent " *d'égalité des chances* ", " *d'idéal républicain* ", leur cynisme est tout aussi insultant que les propos racistes de Sarkozy. Quelle égalité des chances, quel idéal républicain alors que d'un côté de la société s'accumulent des fortunes et, de l'autre, pour la grande majorité la pauvreté, la misère, l'exclusion.

Si le gouvernement voulait offrir la moindre chance à la jeunesse, il aurait, aujourd'hui, des gestes d'apaisement. C'est l'inverse qu'il fait. En plus de l'état d'urgence, il vient de décider que les jeunes condamnés par les tribunaux seraient expulsés s'ils étaient étrangers, même en règle. Et c'est une véritable justice d'exception qui est mise en place pour juger les jeunes interpellés. Les condamnations à la prison ferme se multiplient.

Cette fuite en avant répressive et sécuritaire ruine des centaines de vies, prive des centaines de jeunes de tout avenir. Le gouvernement agit pour l'exemple et c'est pourquoi les travailleurs, même s'ils désapprouvent la violence aveugle et sans issue des jeunes, doivent être solidaires d'eux contre l'Etat.

La solidarité, c'est la lutte

Si le gouvernement a ressorti une loi de 1955, votée à l'époque de la guerre d'Algérie, ce n'est pas pour ramener le calme dans les banlieues, mais bien pour intimider les classes populaires et empêcher le mécontentement croissant de s'exprimer.

La réponse du monde du travail doit être la solidarité avec les jeunes, montrer que les intimidations n'ont pas de prise. Il nous faut saisir toutes les occasions de dénoncer le gouvernement, la répression et sa politique.

C'est l'urgence sociale et démocratique qui est à l'ordre du jour. Les travailleurs de la RTM, à Marseille, qui ont bravé le jugement du tribunal déclarant leur grève illégale, ont raison. Ils défendent les services publics.

C'est pourquoi, nous participerons, aussi, le samedi 19 novembre, à Paris, à la manifestation nationale pour la défense des services publics.

SARKO LE PYROMANE RECOMMENCE

Après les insultes (Kärcher, racaille, gangrène, etc) dont on connaît les conséquences, Jean-Marie Sarkozy (se prenant pour Nicolas Le Pen), dans sa furie provocatrice, a remis cent balles dans la machine.

Devant l'accalmie relative de ces derniers jours, à l'Assemblée il a proposé de réinstaurer la double peine. Un député proposa même de retirer la nationalité française" à certains condamnés (la dernière fois que cette mesure a été prise, c'était par le gouvernement de Vichy à la botte d'Hitler).

En agissant ainsi Sarko ne fait pas que sa campagne électorale, il dédouane aussi la police à qui de manière subliminale il dit "*allez-y, faites du chiffre, je vous couvre.*" Les conséquences sont évidentes, outre les risques de bavures (voir les images à la télé) il y a aussi les arrestations arbitraires et les jugements sommaires.

C'est ainsi qu'à Massy (91) dans la nuit de vendredi à samedi 5/11, trois jeunes du quartier du Grand Ensemble ont été arrêtés. Ce soir là, tous ceux qui les ont vus peuvent témoigner qu'ils étaient porteurs d'un message et en particulier: d'un appel au calme, mais voyant que la situation se dégradait, ils avaient préféré rentrer chez eux. Toute la semaine, l'un d'entre eux qui est par ailleurs militant politique à Massy avait longuement discuté avec ses camarades à qui il avait affirmé que pour un jeune c'était "*se tirer une balle dans le pied que de faire ce genre de choses*".

La police les a arrêtés très loin du lieu de l'incendie de la voiture. Passés en comparution immédiate, ils ont été condamnés à six mois de prison dont trois mois fermes et écroués à Fleury. Il n'y a ni flagrant délit, ni preuves, ni témoins, seulement l'affirmation des agents de police qu'il s'agit d'eux. Ils ont été jugés tous les trois ensemble très rapidement et uniquement sur la foi des policiers : le procureur rappelant dans son accusation qu'il fallait faire confiance aux forces de l'ordre. Malgré l'absence de preuves (pas d'empreintes sur le bidon trouvé près de la voiture, pas d'odeur d'essence sur eux, aucun témoin), le juge les a condamnés sévèrement. Ces jeunes pourraient faire appel mais ils risqueraient alors de rester en prison le temps d'organiser le nouveau procès et prendraient le risque de voir leur peine aggravée, ce qui arrive fréquemment. Pour eux, ce serait pourtant la seule manière de prouver leur innocence ou du moins de montrer combien la procédure de comparution immédiate a bafoué les règles élémentaires du droit.

Vendredi 11 novembre, une manifestation à l'appel des familles a traversé Massy demandant justice. Si le gouvernement voulait faire empirer la situation, il ne ferait pas autrement !



Nous contacter : Ligue Communiste Révolutionnaire

lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr Site internet : lcrmassypalaiseau.chez.alice.fr

Tel : 06 82 94 59 51